

## "Comment sauver la Commission de Bruxelles?" dans Le Monde (17 mai 2004)

**Légende:** Le 17 mai 2004, à l'heure où les chefs d'État et de gouvernement des 25 pays membres de l'Union européenne discutent du meilleur candidat à la présidence de la Commission européenne, le quotidien français Le Monde analyse les conditions de légitimité requises pour que l'institution puisse mener à bien son rôle mobilisateur.

**Source:** Le Monde. 17.05.2004. Paris.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"comment\\_sauver\\_la\\_commission\\_de\\_bruelles\\_"\\_dans\\_le\\_monde\\_17\\_mai\\_2004-fr-e22119e6-1a96-48a2-b0e6-9694dbdc97d2.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 18/09/2012

## Comment sauver la Commission de Bruxelles ?

**Arnaud Leparmentier**

**AFFAIBLIE** par la présidence sans souffle de l'Italien Romano Prodi et la chute de son prédécesseur, le Luxembourgeois Jacques Santer, la Commission européenne est la première à devoir surmonter le choc de l'élargissement. L'institution qui était au cœur de la construction communautaire sous Jacques Delors est aujourd'hui marginalisée. Il n'y a plus rien à attendre de l'équipe Prodi, qui se délite et ne fera qu'administrer les affaires courantes jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre, alors que les chefs d'Etat et de gouvernement vont désigner son successeur dès le mois de juin.

Les milieux bruxellois cherchent un moyen de remettre cette institution au centre du jeu européen. L'enjeu est décisif, l'expérience ayant montré que, sans Commission forte, l'intégration ne progressait pas. L'institution a besoin d'une nouvelle organisation, d'un président charismatique et d'un projet.

### Procès en légitimité

L'équipe qui prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> novembre risque de voir sa légitimité contestée en raison de sa nouvelle composition. Les grands pays – Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, Espagne – vont perdre leur second commissaire. Ainsi, au lieu d'un collège équilibré, où petits et grands pays ont chacun deux commissaires, l'exécutif bruxellois sera écrasé par dix-neuf représentants de petits pays tandis que les six nations les plus peuplées, représentant les trois quarts de la population de l'Union, devront se contenter d'un chacun.

Les commissaires des trois Etats baltes pèseront donc autant que le Français, le Britannique et l'Italien. Les deux Grecs – Chypre et la Grèce –, deux fois plus que l'Allemand. Selon Valéry Giscard d'Estaing, le président de la Convention européenne qui a rédigé le projet de Constitution, un tel collège « *ne pourra plus voter* » pour prendre ses décisions.

Comment faire accepter aux grands Etats des choix difficiles en matière de concurrence – Alstom, Volkswagen, libéralisation des ventes automobiles ? Depuis deux ans déjà, Gerhard Schröder accuse la Commission de saper les bases industrielles des grands pays et de favoriser les petites économies fondées sur les services. Il pourra demain y ajouter un procès en illégitimité, si ce sont les représentants des petits pays qui font basculer la décision.

La Commission ne pourra plus s'ériger en gendarme de la zone euro. « *Aujourd'hui, elle a bien du mal à imposer son point de vue alors que sa composition n'est pas contestée*, prédit l'eurodéputé Alain Lamassoure. *Demain, lorsqu'il y aura trois Baltes, un seul Français et une majorité de pays non membres de l'euro, elle n'aura aucune chance de faire accepter ce qu'elle préconise par la France et l'Allemagne.* »

A la Commission, on rétorque que les votes sont très rares au collège. C'est vrai, mais les batailles se déroulent en amont, dans les réunions entre les cabinets des commissaires. Et là, chaque camp se compte.

Pour éviter cette perte de légitimité, les hauts fonctionnaires bruxellois proposent que le président de la Commission s'entoure de vice-présidents – de six à dix – et organise son collège en sous-groupes de commissaires, cornaqués par un vice-président, qui gèreraient les affaires courantes de leur domaine. Un groupe serait chargé de l'économie, l'autre de la solidarité – agriculture, aides régionales, social –, le troisième des affaires étrangères – avec le commerce international et l'aide au développement –, le quatrième des affaires internes – budget, personnel, administration –, le cinquième de concurrence et de marché intérieur, le sixième de l'euro...

### « Trouver le Delors de 2004 »

La réalité du pouvoir ne serait pas exercée par les vingt-cinq commissaires, qui ne se réuniraient plus qu'une fois par mois, « *pour parler du développement durable et de la faim dans le monde* », explique un directeur

général. Elle serait le fait du président et de ses vice-présidents.

On veillerait à ne pas confier la concurrence et la gestion de l'euro au représentant maltais et à corriger les déséquilibres causés par l'arrivée massive de commissaires de petits pays. Cette solution est rendue possible par le traité de Nice, qui offre au président de la Commission une plus grande marge de manœuvre pour diriger ses équipes.

Encore faut-il que les Etats laissent au président cette marge de manœuvre. « *Le président va être dans une situation extrêmement délicate, car plus de la moitié de son collègue va lui être imposée* », constate M. Lamassoure. Les dix commissaires en provenance des pays de l'élargissement, qui sont arrivés le 1<sup>er</sup> mai, entendent bien rester après le 1<sup>er</sup> novembre, tout comme les nouveaux représentants français (Jacques Barrot), espagnol (Joaquin Almunia) et grec (Stavros Dimas), auxquels s'ajoute l'Allemand Günter Verheugen, quasi assuré de remplir un second mandat à Bruxelles.

Pis, Paris et Berlin cherchent déjà à s'assurer le contrôle des postes clés de la Commission. M. Verheugen étant novice en économie, ce portefeuille pourrait être affecté à un Français tandis que les affaires étrangères échoiraient à M. Verheugen.

Tout dépendra donc de la personnalité qui sera choisie pour succéder à M. Prodi. « *Il faut trouver le Jacques Delors de 2004* », indique M. Lamassoure. « *Le futur président doit être un grand communicateur, parlant anglais, français et allemand* », estime un directeur général, alors que M. Prodi était inaudible dans toutes les langues. Il ne doit pas avoir d'ambitions politiques ultérieures ou chercher à concurrencer les chefs d'Etat et de gouvernement en faisant de la diplomatie mondiale, à l'instar, encore, de Romano Prodi, obsédé par son retour en Italie et qui a reçu en grande pompe le colonel Kadhafi.

« *L'essentiel est que le futur président sache retrouver la confiance du conseil européen* », résume l'eurodéputé Jean-Louis Bourlanges. Pour cela, il faut qu'il soit, selon l'expression de Jacques Delors, « *au service des Etats* », qu'il sache les « *mettre d'accord entre eux* », selon le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker. C'est ainsi qu'il faut choisir un « *travailleur, capable par sa connaissance des dossiers de faire la différence avec les chefs d'Etat et de gouvernement, et de proposer des solutions. C'est une des clés du succès de Delors* », poursuit ce directeur général.

Drapé dans l'idéal européen, Romano Prodi a reproché – à juste titre – aux gouvernements d'être de mauvais Européens, mais n'a jamais agi dans les conseils européens ou au conseil des ministres des finances, au sein duquel Jacques Delors s'impliquait fortement. Enfin, poursuit ce directeur général, le président doit « *avoir une vision et être capable de faire avancer un projet politiquement défini* ».

### Simple lieu d'expertise

C'est le troisième enjeu. Jacques Delors a eu le génie de mobiliser son institution et toute l'Europe sur quelques grands objectifs fédérateurs. Ce fut le grand marché de 1992, dans les années 1980 ou la marche vers l'euro, dans les années 1990.

Aujourd'hui, alors que l'élargissement a été réalisé à reculons et de manière technocratique, la Commission est orpheline de projet. Ses directeurs généraux recherchent le thème qui remettra l'Europe en mouvement. Ils ont évacué les sujets à la mode, comme les affaires étrangères, la défense ou la réforme des institutions européennes, mais qui ne mobiliseraient qu'une petite minorité des 20 000 fonctionnaires de l'exécutif bruxellois. Il faut définir un projet où la Commission a du pouvoir : exit, donc, l'Europe sociale.

Les seuls problèmes des citoyens sont la faiblesse de la croissance – c'est le sujet compétitivité – et la peur du chômage, l'immigration, la mondialisation, la pollution – c'est le sujet sécurité. Mais ces deux thèmes ont été ressassés et ne font, pour l'instant, pas l'unanimité.

Faute de trouver un dessein européen à porter, la Commission risque de devenir un lieu d'expertise, comme l'OCDE ou le Commissariat du plan, et de se transformer en un simple secrétariat du conseil des ministres,

sans réelle influence politique.